



**Arrêté portant réglementation de la circulation et
du stationnement
rue René Legall**

Arrêté provisoire n° 165/22

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ÉPERNON

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

VU le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1 ;

VU l'article R 610-5 du code Pénal ;

VU le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

VU la demande formulée par Mr et Mme DAMETTE – 5 rue René Legall – 28230 ÉPERNON par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement 5 rue René Legall pour livraison de palettes de pavés ;

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

A R R E T E :

=====

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public.

ARTICLE 2 :

Le trottoir au droit du 5 rue René Legall sera neutralisé pour permettre la livraison des palettes de pavés.

Piétons détournés sur le trottoir opposé.



A partir du Jeudi 1^{er} Septembre 2022 pour une durée de 3 jours

ARTICLE 3 : La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par le demandeur, à sa charge et sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

ARTICLE 5 : Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- M. le responsable du service de la Police Municipale,
- M. le commandant de la Brigade de gendarmerie de MAINTENON,
- Mr et Mme DAMETTE.

Date de publication en ligne : 25/08/2022

Auteur : François BELHOMME - Maire

Fait à Epernon, le 22 Août 2022

PAR DÉLÉGATION DU MAIRE,
Adjoint aux travaux,
L'Adjoint au Maire
Denis DURAND
Environnement et développement durable

Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :

M. l'adjoint au maire chargé des travaux
Mme la conseillère municipale déléguée à la police municipale et
à la gestion du domaine public
Service communication
Sictom de Rambouillet